

## Discours intersyndical 26 03 2024

### Salut à toutes et à tous !

Nous voilà donc aujourd'hui, une fois de plus, rassemblé-e-s sur cette place, face au représentant de l'État ...que nous ne rencontrerons pas. Si cela pouvait servir à quelque chose, nous nous en serions déjà aperçu-e-s depuis longtemps. D'ailleurs, dans une république qui, dans sa constitution se proclame sociale, ne serait ce pas plutôt à lui de demander de nous recevoir régulièrement ?

La dernière fois, c'était **au mois d'octobre l'année dernière**.

Nous faisons déjà le constat, que, face à l'inflation, nos pensions ne suivaient plus.

Nous revendiquions 10 % d'augmentation immédiate. Ce n'était que justice.

**Cinq mois plus tard**, où en sommes nous ?

Le gouvernement, comme maintenant chaque année, fait cadeau de 160 milliards d'argent public aux entreprises, sans conditions, sans contrôle et sans aucune évaluation sérieuse.

Le CAC 40 bat tous ses records, les actionnaires encaissent les dividendes à des niveaux jamais atteints, de leur côté, les milliardaires accumulent pendant que la pauvreté s'accroît.

Les budgets d'armement explosent. La guerre est devenue la priorité. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » disait le poète.

On va nous objecter que nos pensions (en fait le régime de base) ont été augmentées pour 2023 de 5,3 % au 1<sup>er</sup> janvier. 2024.

Est il nécessaire de rappeler que :

- C'était strictement une obligation du fait du code de la Sécurité Sociale. Ce qui, entre parenthèses, irrite fortement le ministre de l'économie qui veut le modifier et évidemment pas en notre faveur.

Il souhaite également étatiser totalement la sécurité sociale. En fait, en finir avec le programme du CNR (Conseil National de la Résistance), comme le réclamait Denis Kessler le vice président du MEDEF en 2007.

- Ce n'est pas une mesure rétroactive, ça ne rattrape pas ce qu'on a perdu depuis un an et encore moins ce qu'on a perdu depuis des années.

- Les produits alimentaires se sont envolés, atteignant en moyenne les 20 % !

- Dès le 1<sup>er</sup> février, les tarifs de l'électricité ont fait un bond d'environ 9 % et cela pèse très lourd dans les budgets des retraité-e-s .

- Les mesures d'économies sur les dépenses de santé se traduisent par une forte augmentation des complémentaires qui impactent lourdement les retraités-e-s . Certain-e-s y renoncent, contraignant certain-e-s à renoncer à se soigner.

Les conséquences de ces choix politiques sont l'augmentation continue de la pauvreté chez les travailleurs-ses en retraite. Les restaurants étoilés du Guide Michelin, pour eux, il vaut mieux ne pas trop en rêver, c'est loin de leurs préoccupations et c'est inaccessible.

## **Et comment s'annonce donc demain ?**

La Loi grand âge, soi disant un des grands projets présidentiels, vient d'être votée, mais pratiquement sans moyens. Les besoins, particulièrement en personnels, ne seront donc pas satisfaits. Pour les avancées réelles, il faudra se contenter de la possibilité pour les résident-e-s de vivre avec leurs animaux de compagnie dans les EHPAD. Quel progrès!

On nous annonce qu' enfin un projet sur la fin de vie sera présenté au parlement d'ici deux mois. Mais :

- Dans ce projet, la volonté du patient ne sera toujours pas déterminante.
- Et là encore, les moyens ne seront pas au rendez vous, comme c'est déjà le cas dans l'Indre et le Cher qui ne disposent même pas de services de soins palliatifs.

- On nous annonce même, pour un peu plus tard, la perspective de consultation de services publics payants.

Et la liste n'est pas près de s'achever.

Ce qui s'annonce, en fait pour l'ensemble de la population travailleuse, dont les retraités-e-s font partie, ce sont des mesures d'austérité (20 à 30 milliards) adoptées dans le plus grand cynisme par nos dirigeants qui sont guidés par d'autres intérêts. Nos pensions et notre accès aux soins en feront les frais (augmentation des forfaits et franchises médicales au 31 mars prochain). Pendant ce temps, le gratin festoie à l'Élysée pour fêter Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde.

## **Quelles sont nos revendications d'aujourd'hui ? Nous revendiquons:**

- + 10 % d'augmentation des pensions du régime général
- indexation sur l'évolution du salaire moyen
- un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge

Ces revendications n'ont vraiment rien d'exagéré.

D'ailleurs, nous avons aussi d'autres besoins à satisfaire qu'il va falloir prendre en compte : santé, logement, transports, services publics .... Certains sont même repérés dans une enquête réalisée récemment pour le Conseil départemental. Quand au très modeste « Plan bien vieillir » de la municipalité de Tours, on n'en a plus guère de nouvelles. Sans doute égaré quelque part entre Le Vinci et Chambord ?

Il faut changer le cours des choses. Mais il faudra être bien plus nombreux-ses que ce matin dans la rue, l'espace privilégié pour l'expression de notre mécontentement. *Cela passe forcément par un renforcement du syndicalisme retraité et par un renforcement du syndicalisme en général.*

Nous avons du pain sur la planche. Ne nous résignons surtout pas. *Nous ne sommes pas résignés.*

**Alors, plus que jamais, continuons et amplifions la lutte ! C'est tout à fait vital. A bientôt !**